

# L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

## LA GOUVERNANCE, CE N'EST PAS POUR LES SOURDS

**G**ouvernance ! Bon sang, que le mot a du mal à passer du principe à la réalité. On en rebat pourtant les oreilles des citoyens mais au vu des derniers développements, on se dit qu'il

est utilisé comme un cache-sexe ou un écran de fumée. Le (mauvais) exemple a été fourni cette semaine encore par le « vieux » dossier Publifin/Nethys et par le nouveau cas de l'ISPPC.

Or la gouvernance n'est pas un produit cosmétique dont les dirigeants doivent s'enduire pour calmer quelques vierges effarouchées. Ce sont au contraire des règles qui veillent à assurer que les intérêts de différentes parties dans une organisation sont respectés, que personne n'abuse de son pouvoir au détriment d'une entreprise ou d'une institution. Chacun de ses outils a un sens et des implications. Ainsi, les « administrateurs

indépendants », qu'on nomme pour forcer à sortir de l'entre soi pour aller vers une gestion plus professionnelle, doivent ré-

**La gouvernance n'est pas un produit cosmétique pour dirigeants**

pondre à des critères très précis. Il ne suffit pas, comme l'ont fait les dirigeants de Nethys, de les baptiser « indépendants » pour qu'ils soient reconnus comme tels. Or aujourd'hui, on constate que ces trois administrateurs liégeois, appelés au début de l'affaire à témoigner de la bonne gestion du groupe,

sont très liés entre eux, et nourrissent des liens multiples avec la société et ses dirigeants. La gouvernance a décidément bien du mal dans ce groupe où Stéphane Moreau, CEO de Nethys assiste toujours aux délibérations du conseil de Publifin, où une structure intermédiaire d'actionnariat (Finanpart) permet aux dirigeants de s'autocontrôler et où, pour les hauts salaires, les payeurs sont en partie aussi les payés.

Au lieu de crier au harcèlement et au bashing antiliégeois, certains devraient mettre la pression sur les dirigeants et administrateurs de ces deux sociétés, pour qu'ils prennent enfin la dizaine de mesures clés qui

permettraient une fois pour toutes, de les mettre en conformité avec les principes de gouvernance et de transparence, sortant ainsi résolument de l'opacité et du mélange des genres.

Par ailleurs, on ne peut que conseiller ardemment à toute structure intercommunale, de ne pas considérer que ce qui se passe à Liège n'atteint pas les étoiles de Charleroi ou d'ailleurs. Comment imaginer que depuis le déclenchement de cette affaire, des organisations, qu'il s'agisse de l'ISPPC ou d'autres, n'aient pas entrepris spontanément leur auto-évaluation, histoire de vérifier que leur gouver-

nance (jetons de présence, réunions, existence de comité de secteur ou autres, échelle de rémunérations, conflits d'intérêt, etc, etc.) est conforme à ce qui doit être. Sinon, on finira par croire que le gouvernement wallon fait du vent, et prêche dans le désert.